

20260107 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/69080/tunisie--record-de-retours-volontaires-de-migrants-en-2025>

Actualités



Près de 9 000 migrants ont bénéficié du programme de "retour volontaire" de l'OIM en 2025. Crédit : OIM Tunisie

Tunisie : record de "retours volontaires" de migrants en 2025

Par [Leslie Carretero](#)

En 2025, 8 853 migrants ont bénéficié du programme de "retour volontaire" de l'Organisation internationale des migrations (OIM). Un chiffre en hausse de 28% par rapport à l'année précédente. Ce record s'explique par la dégradation des conditions de vie en Tunisie des exilés, empêcher de travailler ou de louer un appartement, et harcelés par les autorités.

Jamais autant de migrants n'avaient cherché à fuir la Tunisie. En 2025, l'Organisation internationale des migrations (OIM) a "franchi un cap record" en organisant le "retour volontaire" de 8 853 migrants vers leur pays d'origine, a indiqué l'agence onusienne dans un [communiqué](#) publié mercredi 7 janvier. Un chiffre en hausse de 28% par rapport à l'année précédente. En 2024, 6 885 personnes ont bénéficié de ce programme, et 2 558 en 2023.

Ces opérations ont concerné 27 pays de destination via 22 vols charters et 368 vols commerciaux, précise le document.

Par ailleurs, "103 demandeurs d'asile et réfugiés ont bénéficié de la réinstallation dans cinq pays tiers" en 2025.

Rafles et abandons dans le désert

Depuis près de trois ans, la situation des migrants s'est considérablement détériorée en Tunisie, pays de transit pour ceux désireux de rejoindre les côtes européennes en traversant la Méditerranée. Selon les estimations des ONG, environ 20 000 personnes vivent en situation irrégulière dans ce pays du Maghreb.

"La Tunisie est devenue plus dangereuse que la Libye pour les Subsahariens", [affirmait même en fin d'année à InfoMigrants, Ibrahim](#), un Guinéen.

A lire aussi

["Je n'en peux plus, je veux quitter la Tunisie" : témoignages de migrants, démunis face à la lenteur des "retours volontaires"](#)

Après [le discours raciste du président tunisien Kaïs Saïed début 2023](#) fustigeant l'arrivée "de hordes de migrants subsahariens" menaçant, selon lui, de "changer la composition démographique" du pays, les Noirs ont été la cible de violences de la part de la population et des autorités.

Des milliers de migrants ont été chassés de leurs logements et leurs emplois informels. [Des centaines ont été raflés par les autorités et abandonnés dans le désert](#), à la frontière libyenne ou algérienne. [La photo d'une mère de famille et de sa fille de six ans](#) gisant sur le sable avait fait le tour des réseaux sociaux à l'été 2023. Comme elles, une centaine de personnes sont mortes à cette période dans les zones désertiques, selon les associations.

Ces pratiques, illégales au regard du droit international, n'ont jamais cessé depuis. Elles semblent même s'être organisées. InfoMigrants a recueilli de nombreux témoignages ces dernières années faisant état de [transfert de migrants aux frontières](#) entre des forces tunisiennes et des milices libyennes. Plusieurs Subsahariens ont détaillé le déroulé des expulsions et de ces échanges dans le désert à la rédaction.

Au milieu de nulle part, "les policiers tunisiens sont sortis du bus et sont partis à la rencontre de milices libyennes, qui nous attendaient. Il y a eu une concertation entre eux, ils ont discuté un petit moment. Ensuite, les Libyens, armés et cagoulés, nous ont récupérés", [racontait par exemple en février 2025 Augustin*](#), un Guinéen, arrêté dans la rue par la police. Les exilés sont ensuite transférés dans des prisons libyennes où le seul moyen pour en sortir est de payer une rançon de plusieurs centaines d'euros.

Démolition des camps de migrants

Partout en Tunisie, les Noirs sont de plus en plus empêchés de travailler, de louer des appartements et même d'utiliser les transports publics. Les exilés sont constamment harcelés par la population et les autorités.

Chassés des centres-villes, Les Subsahariens se sont réfugiés à l'été 2023 dans les champs d'oliviers d'El-Amra, dans la région de Sfax (centre-est de la Tunisie). D'immenses bidonvilles ont été érigés dans les oliveraies.



Des migrants près de Sfax (à El Hencha), en Tunisie, le 17 octobre 2024. Crédit : Reuters

Mais début avril 2025, [la Garde nationale tunisienne a mené une opération d'ampleur dans la région](#). Plusieurs campements disséminés le long de la route qui mène de Sfax à Jebeniana [ont été démolis](#), à coup de pelleteuses. Tentes, effets personnels et réserves de nourriture ont été brûlés par les policiers, selon les exilés. D'après les autorités, ces expulsions font suite à de nombreuses plaintes déposées par des propriétaires d'oliveraies empêchés d'accéder à leur terrain.

Après ces démantèlements d'envergure – [qui perdurent encore](#) – des dizaines de personnes s'étaient massées devant les locaux de l'OIM de Sfax et de Tunis pour obtenir un "retour volontaire". [L'agence onusienne s'est vite retrouvée débordée](#) et peine encore aujourd'hui à prendre en charge l'ensemble des demandes.

Fin mars, le président tunisien [Kaïs Saïed avait mis la pression aux services de l'ONU](#) pour intensifier ses efforts afin d'assurer les "retours volontaires" des Subsahariens en situation irrégulière en Tunisie.

Mais ces rapatriements chapeautés par l'OIM sont perçus par des chercheurs comme [des expulsions déguisées](#), "la seule alternative possible" pour des migrants résignés, victimes de racisme et d'exactions. "Il n'y a rien de moins volontaire que les 'retours volontaires'", estiment-ils, face à la forte hausse de demandes de rapatriement de migrants, "acculés" aux frontières sud de l'Europe.

Dans une interview à France 24, Romdhane Ben Amor, le porte-parole du Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux (FTDES), une association qui vient en aide aux migrants dans le pays, affirme que "le terme de 'retour volontaire' [utilisé par la présidence] est largement critiqué parmi les migrants, car il s'est transformé en un retour forcé".

**Les prénoms ont été modifiés.*